

**COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE****COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT**

du

van

MARDI 08 FÉVRIER 2011

DINSdag 08 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 21 par M. Ben Weyts, président.

01 Questions jointes de

- **M. Peter Luykx** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les déclarations de l'Allemagne relatives au Rhin de fer" (n° 1951)
- **M. Bert Schoofs** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les développements récents en Allemagne dans le dossier du Rhin de fer" (n° 2023)

01.01 Peter Luykx (N-VA): En janvier, il nous est revenu que le ministère allemand supprimerait jusqu'en 2030 les investissements destinés à la réactivation du Rhin de fer. Ces informations ont été démenties le 13 janvier par l'ambassadeur allemand en Belgique et plus tard en commission par le secrétaire d'État, M. Schouppe.

Les accords conclus avec l'entité fédérée de Rhénanie du Nord-Westphalie sont-ils déjà en vigueur et peuvent-ils accélérer le traitement du dossier du Rhin de fer? Le premier ministre s'est-il déjà concerté au sein du gouvernement fédéral et avec le gouvernement flamand à propos de la position de la Belgique dans ce dossier? Prévoit-il à brève échéance une concertation trilatérale avec les gouvernements allemand et néerlandais?

01.02 Bert Schoofs (VB): Je me rallie aux propos de M. Luykx. La question est de savoir ce qui doit se passer à court terme aux différents niveaux de concertation. Une concertation réunissant l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique est en tout cas nécessaire. L'Allemagne et la Belgique sont apparemment du même avis, alors que les Pays-Bas foulent aux pieds les obligations internationales.

Le premier ministre est-il disposé à durcir le ton?

01.03 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Notre collègue allemand a prouvé la semaine dernière qu'il veut effectivement durcir le ton. La réalisation du Rhin de fer revêt une grande importance pour le rôle logistique de notre pays. En vertu du droit international et du droit conventionnel, notre pays a tout simplement droit à ce projet.

Une avancée rapide et concrète n'est possible qu'en s'engageant résolument sur le tracé historique, comme je l'ai dit à la fin de l'an dernier au ministre-président, M. Rutte, et à la chancelière allemande, Mme Merkel. Le 27 décembre 2010, j'ai confirmé ma position dans un courrier adressé à la chancelière. Il est clairement ressorti de contacts avec l'administration allemande que le Rhin de fer est intégré dans le *Bedarfsplan Schiene*, le plan allemand en matière de matériel ferroviaire. Sur la base d'une analyse des coûts et des bénéfices, l'Allemagne donne la préférence au tracé historique. Ce choix est logique compte tenu du fait que le tracé du Rhin de fer devient, pour la Belgique, la voie principale pour désenclaver Zeebrugge et Anvers à l'est dans le cadre du règlement européen 913/2010 sur les corridors ferroviaires de fret.

Fin juin à Anvers, une conférence ministérielle réunira la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Pologne, la

France, la Lituanie et la République tchèque. Il y sera certainement question du Rhin de fer. Les gouvernements fédéral et flamand se concertent régulièrement pour réaliser des avancées concrètes d'ici là. Les ministres Vervotte et Vanackere, ainsi que moi-même, évoquerons en tout cas ce dossier avec le nouveau ministre de l'Économie de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Voigtsberger, lors de sa visite en Belgique le 3 mars.

Si je suis toujours premier ministre, j'accompagnerai aussi le Roi lors de sa visite officielle en Allemagne, fin mars. Je veillerai à ce que le Rhin de fer soit abordé dans le cadre des dossiers de fond. La semaine dernière, lors de la réunion Benelux, nous avons convenu d'adopter une position commune au Conseil européen. Il s'agit, en effet, d'un dossier Benelux caractéristique qui constitue un exemple type pour l'élargissement de la formule du Benelux à d'autres *Länder*, départements et régions.

01.04 Peter Luykx (N-VA): Les délégués du gouvernement fédéral et du gouvernement flamand ne sont-ils pas trop nombreux à monter au front? Cela n'affaiblit-il pas notre approche du dossier, alors qu'une démarche centralisée permettrait peut-être de le finaliser plus vite?

01.05 Bert Schoofs (VB): Si les Néerlandais continuent de jouer au chat et à la souris, j'espère que nous oserons en tout cas tenir un langage clair et ferme.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la volonté européenne de remettre en cause l'indexation" (n° 2569)**

- **M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les velléités franco-allemandes de remise en cause de l'index et d'harmonisation européenne de l'âge de la pension" (n° 2596)**

02.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Nous avons pris acte avec intérêt de votre réaction aux propos de Mme Merkel concernant un "pacte de compétitivité", qui pourrait, en Belgique, remettre en cause le système d'indexation automatique et retarder l'âge de la retraite.

La question salariale intervient dans le cadre des débats relatifs à la mise en place d'une nouvelle gouvernance économique au niveau européen, dont certains voudraient qu'elle touche à ces domaines pourtant traditionnellement réservés au choix des États nationaux.

Quelles ont été les conclusions du sommet européen concernant cette intention franco-allemande de pacte de compétitivité européen? Sur quels objectifs les chefs d'État se sont-ils accordés? Qu'est-ce qui sera à l'ordre du jour du prochain sommet européen?

Le coût des matières premières et les dépenses énergétiques, qui interviennent également en matière de compétitivité, ont-ils été mis sur la table? La Belgique est-elle prête, le cas échéant, à les mettre sur la table?

02.02 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): Je m'expliquerai sur ces thèmes et je répondrai aux questions lors de la réunion du comité d'avis.

02.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je vous avais félicité au début de ma question mais je ne réitère pas mon compliment pour ce qui concerne votre réponse, étant donné que la question a été introduite dans les temps et que vous disposez de tous les éléments pour me répondre. Je prends acte que vous ne souhaitez pas me répondre.

Le **président**: La question n° 2569 de Mme Genot est devenue sans objet.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Hans Bonte au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile,**

sur "l'échec de la concertation sociale interprofessionnelle" (n° 2574)

- **M. Georges Gilkinet** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les conséquences du rejet du projet d'AIP par deux organisations syndicales" (n° 2597)

03.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ce vendredi, deux organisations syndicales ont rejeté le projet d'accord interprofessionnel (AIP) qui avait été durement négocié par le groupe des dix. La troisième organisation syndicale l'a approuvé sans enthousiasme. Une majorité des représentants des travailleurs est donc opposée à ce projet et la balle revient au gouvernement en affaires courantes.

Quelles raisons ont conduit à ce rejet de l'AIP par ces organisations syndicales? Quelles sont les marges de manœuvre du gouvernement? Quelles démarches comptez-vous entreprendre pour sortir de cette situation, notamment auprès des négociateurs du groupe des dix? Y a-t-il eu des consultations avec eux à ce sujet?

Enfin, qu'allez-vous proposer à vos collègues du gouvernement? Une renégociation par le groupe des dix aura lieu demain. Y aura-t-il une mise en application de certains éléments de l'accord et un gel d'autres éléments? Pouvez-vous avancer sur des éléments indépendants de l'AIP, comme la liaison des allocations sociales au bien-être?

03.02 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): Le gouvernement prendra position dans les prochains jours. Je viendrai m'expliquer sur cette prise de position.

03.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je respecte votre travail, mais votre réponse manque de respect à l'égard de ce Parlement. Vous trouvez donc normal de ne pas répondre aux questions des parlementaires!

L'incident est clos.

04 Question de M. Tanguy Veys au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les problèmes avec les Roms à Gand" (n° 1780)

04.01 Tanguy Veys (VB): Le bourgmestre de Gand, M. Termont, a exprimé sans ambages son mécontentement concernant la situation des Roms dans sa ville. Il a ainsi exhorté la population à ne pas abriter de Roms et à ne pas leur donner de couvertures ni de potage, estimant que plus les Roms seront aidés, plus ils afflueront vers Gand, une ville déjà saturée. Quant à la manière de lutter contre ce problème, M. Termont affirme que la solution doit venir de l'Europe.

Le premier ministre estime-t-il que M. Termont peut prendre lui-même des mesures supplémentaires? Est-il d'avis que le gouvernement fédéral peut également jouer un rôle à cet égard? Est-il disposé à évoquer ce point à l'échelon européen?

04.02 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Je me réfère aux réponses fournies le 12 janvier par M. Wahtelet au sein de cette commission.

04.03 Tanguy Veys (VB): M. Wathelet a notamment plaidé pour un renforcement de la collaboration ainsi que pour une amélioration des flux d'information.

Le premier ministre ne peut-il évoquer ce dossier sur le plan européen?

04.04 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Je m'en tiendrai à la réponse que j'ai fournie.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 14 h 41.

De vergadering wordt geopend om 14.21 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Samengevoegde vragen van

- **de heer Peter Luykx** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de Duitse uitslatingen over de IJzeren Rijn" (nr. 1951)

- de heer Bert Schoofs aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de recente ontwikkelingen in Duitsland inzake het dossier van de IJzeren Rijn" (nr. 2023)

01.01 Peter Luykx (N-VA): In januari vernamen we in de pers dat het Duitse ministerie de investeringen voor de reactivering van de IJzeren Rijn zou schrappen tot 2030. Dit werd op 13 januari tegengesproken door de Duitse ambassadeur in België en nog later ontkend in de commissie door staatssecretaris Schouppe.

Lopen de afspraken met de deelstaatregering van Nordrhein-Westfalen al en kunnen zij de voortgang van het dossier IJzeren Rijn bespoedigen? Heeft de premier al overlegd binnen de federale regering en met de Vlaamse regering over het Belgische standpunt in dit dossier? Plant hij op korte termijn een trilateraal overleg, samen met de Duitse en Nederlandse regering?

01.02 Bert Schoofs (VB): Ik sluit me aan bij de heer Luyckx. De vraag is wat er op korte termijn moet gebeuren op de verschillende overlegniveaus. Een overleg tussen Duitsland, Nederland en België is in elk geval nodig. Duitsland en België zijn blijkbaar dezelfde mening toegedaan, terwijl Nederland de internationale verplichtingen met de voeten treedt.

Is de premier bereid om harde taal te spreken?

01.03 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Onze Duitse collega heeft vorige week bewezen dat hij wel degelijk harde taal wil spreken. De realisatie van de IJzeren Rijn is van groot belang voor de logistieke rol van ons land. Ons land heeft volgens het internationale en het verdragsrecht gewoon recht op dit project.

Een snelle concrete vooruitgang kan er alleen maar komen door resoluut in te zetten op het historische tracé, zoals ik eind vorig jaar zei aan minister-president Rutte en bondskanselier Merkel. Op 27 december 2010 heb ik mijn standpunt schriftelijk aan de bondskanselier bevestigd. Contacten met de Duitse administratie hebben duidelijk gemaakt dat de IJzeren Rijn in het Duitse *Bedarfsplan Schiene*, het plan inzake spoorbenodigdheden, is opgenomen. Op basis van een kosten-batenanalyse gaat de Duitse voorkeur uit naar het historisch tracé. Een logische keuze, aangezien het tracé van de IJzeren Rijn voor België de hoofdroute wordt om Zeebrugge en Antwerpen naar het oosten te ontsluiten in het raam van de Europese verordening 913/2010 over de goederenspoorcorridors.

Eind juni is er in Antwerpen een ministeriële conferentie gepland met België, Nederland, Duitsland, Polen, Frankrijk, Litouwen en de Tsjechische Republiek. De IJzeren Rijn zal daar zeker aan bod komen. De federale en Vlaamse regering overleggen regelmatig om tegen dan concrete vooruitgang te kunnen boeken. Ministers Vervotte, Vanackere en ikzelf zullen dit dossier op 3 maart in elk geval aankaarten bij de nieuwe minister van Economie van Nordrhein-Westfalen, de heer Voigtsberger, die bij ons op bezoek komt.

Als ik nog steeds premier ben, zal ik de Koning ook vergezellen op zijn staatsbezoek aan Duitsland eind maart. Ik zal erover waken dat bij de inhoudelijke dossiers ook de IJzeren Rijn aan bod komt. Vorige week op de Benelux-vergadering hebben wij afgesproken dat wij een gemeenschappelijk standpunt zullen innemen in de Europese Raad. Dit is immers een typisch Benelux-dossier dat een mooie testcase is voor de openstelling van de Benelux-formule naar aanliggende *Länder, départements* en *régions*.

01.04 Peter Luykx (N-VA): Trekken er niet té veel afgevaardigden van deze regering en van de Vlaamse regering het veld in voor dit dossier? Leidt dit niet tot een verzwakte aanpak van het dossier? Kan met een gecentraliseerde aanpak het dossier niet sneller afgerond worden?

01.05 Bert Schoofs (VB): Als Nederland kat en muis blijft spelen, hoop ik dat wij in elk geval duidelijke taal durven te spreken.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "Europese pogingen om de loonindexering af te schaffen" (nr. 2569)
- de heer Georges Gilkinet aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en

asielbeleid, over "de Frans-Duitse pogingen om de loonindexering af te schaffen en de pensioenleeftijd te harmoniseren op Europees vlak" (nr. 2596)

02.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Wij hebben met belangstelling akte genomen van uw reactie op de uitspraken van mevrouw Merkel inzake een concurrentiepact waardoor in België de automatische indexering op de helling zou kunnen komen te staan en de pensioenleeftijd zou kunnen verhogen.

De loonproblematiek is aan de orde in het kader van de besprekingen met betrekking tot de invoering van een nieuw soort economisch bestuur op Europees niveau, dat volgens sommigen zou moeten ingrijpen in domeinen die tot dusver tot de exclusieve bevoegdheid van de nationale lidstaten behoorden.

Tot welke conclusies is men op de Europese top gekomen met betrekking tot het Frans-Duitse voorstel voor een Europees concurrentiepact? Over welke doelstellingen zijn de staatshoofden het eens geworden? Wat zal er tijdens de volgende Europese top op de agenda staan?

Is er gesproken over de prijs van de grondstoffen en de energie-uitgaven, die mede bepalend zijn voor het concurrentievermogen? Is België bereid om deze onderwerpen in voorkomend geval aan te snijden?

02.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): Ik zal tijdens de bijeenkomst van het adviescomité over deze onderwerpen meer uitleg geven en dan op de vragen antwoorden.

02.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik heb u bij het stellen van mijn vraag gefeliciteerd, maar dat compliment gaat niet op voor uw antwoord. Mijn vraag werd immers op tijd ingediend en u beschikt over alle gegevens om erop te antwoorden. Ik neem er akte van dat u niet wenst te antwoorden.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2569 van mevrouw Genot vervalt.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Hans Bonte aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het mislukken van het interprofessioneel sociaal overleg" (nr. 2574)

- de heer Georges Gilkinet aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de gevolgen van de verwerping van het ontwerp van centraal akkoord door twee vakbonden" (nr. 2597)

03.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Afgelopen vrijdag hebben twee vakbonden het ontwerp van centraal akkoord (IPA), waarover de Groep van Tien moeizame onderhandelingen had gevoerd, verworpen. De derde vakbond keurde het wel goed, zij het niet van harte. De meerderheid van de werknemersvertegenwoordigers is dus tegen dat ontwerp gekant, en daarmee ligt de bal wederom in het kamp van de regering van lopende zaken.

Waarom hebben die vakbonden het ontwerp van centraal akkoord verworpen? Hoeveel manoeuvreerruimte heeft de regering? Welke demarches zal u ondernemen om uit deze impasse te raken, meer bepaald ten aanzien van de onderhandelaars van de Groep van Tien? Werden zij daaromtrent geraadpleegd?

Wat zal u tot slot voorstellen aan uw collega's in de regering? De Groep van Tien onderhandelt morgen opnieuw. Zullen bepaalde onderdelen van het akkoord toegepast en andere bevroren worden? Kan u werk maken van sommige afzonderlijke onderdelen van het centraal akkoord, zoals het welvaartsvast maken van de sociale uitkeringen?

03.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): De regering zal in de loop van de komende dagen een standpunt innemen. Ik zal dat standpunt komen toelichten.

03.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik heb respect voor uw werk, maar uw antwoord getuigt van weinig respect voor het Parlement. U vindt het blijkbaar de normaalste zaak van de wereld om niet te antwoorden op de vragen van de parlementsleden!

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer **Tanguy Veys** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de problemen met Roma in Gent" (nr. 1780)

04.01 **Tanguy Veys** (VB): De Gentse burgemeester Termont heeft in niet mis te verstane bewoordingen zijn ongenoegen geuit over de situatie van de Roma in Gent. "Bied de Roma geen onderdak, geen dekens, geen soep, want hoe meer u ze helpt, hoe meer er naar Gent komen, en onze stad zit nu al overvol", zei hij. Termont wijst zelf naar het Europese niveau als het gaat over de vraag hoe deze problematische situatie kan worden aangepakt.

Is de premier van oordeel dat burgemeester Termont zelf nog bijkomende maatregelen kan nemen? Ziet hij een rol weggelegd voor de federale regering? Is hij bereid om dit op Europees niveau aan te kaarten?

04.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Ik verwijs naar de antwoorden die staatssecretaris Wathelet al heeft gegeven in deze commissie op 12 januari.

04.03 **Tanguy Veys** (VB): De heer Wathelet heeft onder meer gepleit voor meer samenwerking en een betere doorstroming van informatie.

Kan de premier geen rol spelen op Europees vlak?

04.04 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Ik blijf bij mijn antwoord.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.41 uur.